

Mise en pause du plan Ecophyto : Un retour en arrière pour la santé des familles

La Confédération Syndicale des Familles (CSF) exprime son profond mécontentement face à la décision du gouvernement de mettre en pause le plan Ecophyto et de modifier l'indicateur de mesure de la réduction de l'utilisation des pesticides. Cette décision aura des conséquences désastreuses pour les consommateurs et aussi les agriculteurs eux-mêmes.

Pour rappel, le plan Ecophyto avait pour objectif de diminuer de moitié l'utilisation des produits phytosanitaires (pesticides, herbicides, fongicides) en France d'ici 2030 par rapport à la période 2015-2017, dans le but de préserver la santé publique et l'environnement.

En effet, la substitution de l'indicateur de mesure d'utilisation des produits phytosanitaires du NODU par son homologue européen "indicateur de risque harmonisé" (HRI1) compromet gravement les objectifs initiaux du plan.

L'indicateur HRI1, critiqué par de nombreuses organisations dont Générations Futures, est non seulement ambigu dans sa méthodologie mais aussi biaisé dans son application. En pondérant les quantités de pesticides utilisées par un coefficient de dangerosité, il crée une illusion de réduction de l'utilisation des pesticides, masquant ainsi la réalité de leur impact sur l'environnement et la santé publique.

En somme, plutôt que de s'engager pleinement dans la réduction drastique de l'utilisation des pesticides, le gouvernement opte pour un changement d'indicateur de mesure. Ce nouveau système peut indiquer une baisse alors même que les volumes de pesticides augmentent. C'est une manipulation trompeuse qui porte préjudice à l'agriculture biologique et entraîne une pollution accrue des sols, des rivières et des nappes phréatiques.

En outre, non seulement les consommateurs sont impactés, mais les agriculteurs subissent également des conséquences néfastes. En les privant d'un indicateur fiable de mesure de la réduction de l'utilisation des pesticides, le gouvernement les maintient dans une dépendance néfaste à ces substances, entravant ainsi leur capacité à adopter des pratiques agricoles plus résilientes et plus respectueuses de l'environnement.

La CSF appelle donc le gouvernement à reconsidérer sa décision et à réaffirmer son engagement en faveur d'une réduction effective de l'utilisation des pesticides en France. Les consommateurs, les familles et les agriculteurs méritent une politique agricole ambitieuse et responsable, à la hauteur des enjeux environnementaux et de santé publique auxquels nous sommes confrontés.

Pour mieux comprendre l'enjeu autour du changement d'indicateur de mesure, voici le lien d'une vidéo très pédagogique de Générations Futures : <https://www.youtube.com/watch?v=-2a2nhHrYyk>

Retrouvez ce communiqué de presse sur notre site web : <https://www.lacsf41.org/>

La Confédération Syndicale des Familles

Bureau - 17 rue Roland Garros 41000 BLOIS

Pour nous joindre :

Présence au bureau du mardi au vendredi de 8h à 12h

Par courrier à adresser : au 17 rue Roland Garros 41 000 Blois

Par mail : udcsf41@la-csf.org

Par téléphone : 09 86 54 35 45 ou **par portable** : 06 61 56 42 86

Permanence tous les lundis en période scolaire de 9h30 à 12h : Espace Mirabeau à Blois